

La Revue Canadienne publie un Album illustré et musical, paraissant tous les mois, par livraisons de 32 pages de matières littéraires et de musique. Les douze livraisons de l'année coûtent ensemble 10 volumes ordinaires.

ON S'ABONNE :

1. Montréal, AUX BUREAUX No. 15, RUE ST. VINCENT.

2. Québec, CHEZ M. F. X. JULIEN, MAISON DE LA CORPORATION.

La Revue Canadienne

DU MONDE POLITIQUE, RELIGIEUX, LITTÉRAIRE, INDUSTRIEL, ET COMMERCIAL.

LOUIS. O. LE TOURNEUX, RÉDACTEUR EN CHEF.

Education.

Industrie

Progrès.

PARAISANT LES Mardi et Vendredi

CONDITIONS D'ABONNEMENT.

Abonnement au Journal semi-hebdomadaire, par an, en avance	21
Abonnement à l'Album illustré, par an, en avance	21
Aux deux publications réunies, par an, en avance	41
Tout instituteur s'abonnant et payant l'abonnement, reçoit gratuitement	
FRUX DES ANNONCES.	
Six lignes et au-dessous, première insertion	25 c.
Dix lignes et au-dessous, deuxième insertion	20 c.
Au-dessus de dix lignes, troisième insertion	15 c.
Toute insertion subséquente, le quart de prix (Affanchir les lettres.)	

Nous recommandons à nos lecteurs le remarquable article qui suit. Dans ce récit si plein d'humour de bon sens et du plus rare esprit, les jeunes gens surtout trouveront beaucoup de vérités dont ils peuvent profiter.

LIBERTÉ, ÉGALITÉ, FRATERNITÉ. HISTOIRE PHILOSOPHIQUE.

A l'adresse du bon peuple et qui lui fait voir la distance énorme qu'il y a entre la théorie et la pratique.

Il n'y avait que trois hommes au monde qui fussent parvenus à l'honneur de se faire appeler citoyens, et ces deux seuls forment le troisième et à travailler pour eux; car c'est là le point.

J'aime les républicains, quand ils sont honnêtes, raisonnables, gens d'esprit et qu'ils parlent français. Si j'en trouve de cette étoffe, nous ne nous disputons point, si-t-il chaud ce jour-là. Il n'en est point question pour le moment.

La république, pour lui, c'était un bon pavé lancé à tour de bras dans l'uniforme d'un sergent de ville ou sur un réverbère du gouvernement. Remarquez à ce sujet que tous les prétendus amis des lumières aiment à casser les lanternes. Les plus chauds les décrochaient jadis pour pendre les hommes à la place, à quoi l'abbé Maury disait ingénument: «En verrez-vous plus clair?» Et c'était fort bien dit.

Il aimait la république, parce qu'il avait lu dans son journal que la république était aimable. La révolution française, il la connaissait autant que l'histoire ancienne, qu'il n'eut pas le temps d'apprendre; mais il n'était point de ceux qui baignent les excès de cette révolution tout en admirant ses commencements; il disait avec raison que c'était séparer la cause de l'effet, chose absurde.

Il avait à s'expliquer sur l'ensemble de ses opinions, il se vantait d'être du mouvement; cela voulait tout dire, attendu que le mouvement c'est le contraire de tout repos, de tout établissement, de tout état politique, et cela même loin.

Au demeurant, Paillenciel était bon, généreux, sensible, d'humeur facile, se laissant volontiers duper. Ses opinions furent respectables, car il y voyait le bonheur du peuple; compatissant et secourable, il ressentait les maux des pauvres gens; le journal le promettait; c'est par là que Paillenciel fut séduit.

Les hommes du parti se rassemblaient, soit au café, pour jouer la poêle, soit dans les cabaret hors barrière, où l'on conspirait le dimanche en buvant un vin révolutionnaire qui mettait la tête à l'envers. C'est là que Paillenciel fit la connaissance d'un grand coquin de cinq pieds huit pouces, tout débraillé, tout velu, la botte béante, le collet gras; mais démocrate à ravir, et plus ennemi de la propriété qu'un voleur de grand chemin.

Il s'appela Lédrole; on l'estimait dans le parti. Paillenciel, en cette considération, lui payait à boire, et Lédrole, reconnaissant, lui fit connaître le chef de la secte, le célèbre Torquatus-Nasica-Salvius-Ventose Guillotin, issu de bonne souche jacobine, comme l'attestait ses pieux prénoms, et rédacteur en chef du Bien d'autrui.

Il faut croire que Guillotin fut un habile homme, assez du moins pour en établir la réputation dans son parti; mais le parti n'était pas nombreux. De plus, Guillotin trouvait à vivre fort doucement au milieu de frères et amis qui mouraient de faim; autre preuve d'habileté. On l'accusait, il est vrai, de toucher secrètement de l'argent du gouvernement qu'il voulait détruire. Mais Guillotin s'en défendait; on l'en crut, comme on l'osa bien croire quand il disait que tous les pauvres honteux auraient un jour leur Inge à l'Opéra.

Il fut question de déjeuner ensemble; Paillenciel ouvrait de grands yeux, avec la mine lubébéte qui convient en de tels honneurs. Surtout il fut émerveillé de voir ce grand homme dévorant une gibelotte, tremper son pain dans la sauce, et lécher ses doigts comme un simple et sale mortel. Jamais il n'aurait cru qu'un si fort publiciste eût si honno grâce dans un cabaret. Ce fut bien autre chose quand il le vit boire, sans aucun dégoût pour la litharge dont les vins étaient infectés. Mais tout à coup le grand homme se tournant à lui.

—Tonnerre! jeune homme, votre figure me revient. Paillenciel laissa percer un rire pudique, et dit tout bas à Lédrole: —Il est gaillard. —Je vous l'avais dit: la simplicité même. Vous le verrez après boire chanter des guesclées comme le premier venu. Il suit l'argot. S'il n'était tenu par état d'être un homme sérieux, vous en verriez bien d'autres. Il doit tout à ses talents, car il vendait jadis des contremarques.

Paillenciel, un peu familiarisé, reporta ses yeux ravis sur Guillotin, qui lui dit: —Avez-vous lu Bentham? —Non, fit Paillenciel. —Tant pis; lisez-le, ne sortez pas de là. Quand vous l'aurez compris, nous en causerons.

Puis se penchant à l'oreille de Lédrole: —A-t-il dit de la fortune? —Bentham? —Qui te parle de Bentham, animal? Ce jeune homme est-il riche? Guillotin, apprenant que Paillenciel était l'unique héritier d'un si gros fermier, lui fit mille grâces, lui versa à boire le premier, et quand vint la carte à payer, la lui laissa payer fort gaillardement, délicat procédé que Paillenciel tint à grand honneur ne se figurant pas qu'il fût donné à tout le monde de régaler Guillotin.

—Jeune homme, lui dit ensuite le publiciste, je vous l'ai dit, votre physionomie me plait. Je ne doute pas que vous ne teniez bien la plume; je vous ferai mettre la main dans le Bien d'autrui; vous y rendrez compte des mélodrames; mais lisez Bentham. Nous dînerons chez vous demain. Paillenciel demeura étourdi de tant de condescendance. Guillotin alla jusqu'à lui prendre le bras amicalement pour rentrer chez lui, ayant besoin d'aide au sortir de table. Le long du chemin, Paillenciel admirait comment les intérêts de la classe pauvre étaient momentanément obscurcis dans cette vaste tête par les fumées d'un vin flaté.

Le lendemain Lédrole dit à Paillenciel que Guillotin ne viendrait pas au jour dit, pour cause de terribles affaires qu'il avait sur les bras. L'étudiant déprima de tout son cœur les accidents qui traversaient les desseins d'un homme si dévoué.

Ces affaires étaient en effet terribles. Premièrement, un autre chef de parti, non moins dévoué que Guillotin, mais jaloux de ses talents le supplanta dans la rédaction du Bien d'autrui. Secondement, des malheureux, emprisonnés par suite des menées et complots de Guillotin, commençaient à trouver mauvais qu'il fût si bien en son particulier avec les agents du pouvoir qui les tenaient sous les verrous.

En troisième lieu, l'honorable capitaliste qui fournissait les fonds du Bien d'autrui s'avisa que Guillotin mangeait son bien, à lui, sans attirer un abonné. Il fit mine de fermer sa caisse.

Enfin, Guillotin ayant poussé un libraire à publier une libelle abominable et anonyme, le livre fut saisi et le libraire jugé. L'infortuné marchand, pour se tirer d'affaire, faisait prier Guillotin de se déclarer l'auteur du pamphlet que lui, libraire, n'avait pas lu. Mais Guillotin jugeait plus à propos de se tenir à l'abri, tandis que l'éditeur ferait pour lui cinq ans de prison.

Ces contre-temps mis ensemble ne laissaient pas de inquiéter le publiciste, qui jugea prudent de quitter Paris. Il arrive chez Paillenciel, la mine abattue, et commence les doléances dès le potage.

—Savez-vous, dit-il aux deux amis, d'où viennent les déchirements du parti? Pourquoi tant d'égoïsme, tant de divisions? C'est que la plupart de nos amis ne sont point d'un mouvement assez avancé. —Voilà le mal, dit Lédrole. —D'un mouvement assez avancé? dit Paillenciel, qui n'entendait pas un mot si familier et qui craignait de le laisser voir. —Oui, reprit Guillotin, on se dit du mouvement, du mouvement le plus avancé, et il se trouve qu'on est encore à cent mille piques du point convenable. Vous, par exemple, Paillenciel, qui êtes du mouvement, qu'entendez-vous par là? Paillenciel, troublé, vit qu'il fallait dire quelque chose de fort. —Pour le mouvement, je doute qu'il y ait de plus avancé que moi, et je vais tout aussi loin qu'il est possible d'aller. —Mais enfin Paillenciel, quelles réformes vous dicte cette opinion? —Quelles réformes? toutes réformes. Je veux que tout soit réformé de fil en aiguille, du sud au septentrion, de l'alpha jusqu'à l'oméga;

qu'il n'y ait plus ni rois, ni grands, ni riches, ni commissaires, ni caporaux, ni généraux, ni portiers; mêmes droits, mêmes biens, mêmes dignités; que tout soit décimé, fauché, rasé, nivelé, raboté, plat comme la main. J'imagine que si dieu le veut.

Lédrole consulta des yeux Guillotin sur cette déclaration, et voyant qu'il en souriait de pitié, il s'écria:

—Tu n'y es point, Paillenciel! Voilà donc ce que tu nous donnes pour un mouvement avancé? Belles fadaïses! Tu ne te mets point seulement en marche; tu n'es qu'une tortue, une chenille, une huître, le plus rampant et le plus tardif de tous les êtres. Pour moi, je me figure, en fait de mouvement, un train accéléré de chemin de fer, un ouragan, un tourbillon qui met tout péco-mêlo et s'en va d'abord jusqu'au fond de tous les espaces imaginables. Je ne veux ni société, ni institutions, ni police, ni lois; car toute loi est un joug, prenez-y garde, c'est-à-dire la chose du monde la plus opposée à la liberté. Je veux la liberté absolue entière, sans frein et sans limites. Point d'agriculture, point d'industrie, point de travail. Tout travail est une servitude. Vivre aux bois, d'herbe et de chair crue, sans gêne et sans culotte, libre et fier comme les loups et les lapins. Voilà, Paillenciel, ce que j'appelle un mouvement avancé.

Paillenciel baissa les yeux sous le regard triomphant de Lédrole, et tous deux reportèrent la vue sur Guillotin pour le consulter; celui-ci haussa les épaules.

—Vous n'êtes, l'un et l'autre, que des enfants; votre mouvement n'est qu'un premier pas, les peuples ne s'arrêtent jamais.

—Où vont-ils donc? dit Paillenciel abattu. —J'avouerais pourtant, reprit Guillotin, que Lédrole est montré conséquent, c'est quelque chose en ces matières; mais Lédrole, mon ami, je te conjure d'y réfléchir: ta liberté même absolue n'est qu'une négation de la liberté, puisqu'elle contient la liberté de se détruire. Si le peuple, en pareil état, veut se donner un maître qui est-ce qui peut l'en empêcher? Il est libre, en un mot, de n'être pas libre. C'est une difficulté qui ne peut manquer de se présenter, car les plus forts ou les plus habiles, selon l'usage, opprimeront les plus faibles, et leur feront croire qu'ils y consentent. Je m'occuperai de cette question. Peut-être que si l'on crevait les yeux à tous les citoyens, ou qu'on leur taillât les bras et les jambes à la même longueur, on serait plus près de l'égalité véritable. En somme, il n'est pas aisé, comme vous voyez, de déterminer la mesure du mouvement le plus avancé; c'est la faute du mot, qui ne signifie rien. Quoi qu'il en soit, j'ai résolu de tenter une application de mes théories. La république n'est pas possible en France dans le temps où nous vivons, les esprits sont trop corrompus, il faut de la vertu pour une république.

—Il faut de la vertu? dit Lédrole étonné. —Hélas! oui, reprit Guillotin. —Je ne m'étonne plus de la difficulté! Plus au ciel que tous nos frères fussent aussi vertueux que Paillenciel, qui ne m'a jamais refusé un écu!

—C'est encore à lui, dit Guillotin, que nous aurons recours, c'est à lui que reviendra l'honneur d'avoir doté l'univers d'une démocratie véritable. Je le connais, il ne craindra pas d'employer sa fortune. Réalisez les capitans, mon ami, et partons pour le Nouveau-Monde; nous y trouverons quelque terre vierge, comme il nous la faut, des hommes primitifs comme on nous en souhaite. Un petit pays suffira; il faut, disent les philosophes, qu'une république soit petite. Il en est d'une démocratie, révérence parler, comme d'une pluie, mieux elle gagne, mieux en vaut. Nous aurons les nos petites lois, nos petites vues, nos petits grands hommes. Tout ce qui est petit convient à la république. Voyez Sparte, on en fait du bruit; ce n'était qu'une poignée de goujats qui triomphaient à voler des mouches. Dès que Rome s'agrandit, ce fut une oligarchie, la tyrannie, l'anarchie, tout ce qu'il vous plaira, excepté une république. Je ne vous dis rien des Etats-Unis, où le roi effectif s'appelle président. Mais je vous recommande Genève et la république de Saint-Marin, qui ne laisse pas de jouer un beau rôle; il s'agit pour nous, avant tout, de trouver un peuple vierge.

—Qu'entends-tu par un peuple vierge? interrompit Lédrole. —Oui, dit Paillenciel, je crains que nous ne trouvions pas le peuple vierge.

—J'entends des hommes sortant des mains de la nature, des nations neuves qu'un législateur peut façonner comme une cire molle; tels, par exemple que les Spartiates qui créverent un œil à Lycaigne, ou les Romains qui dépèçèrent leur fondateur dans le champ de Mars, sauf à dire plus tard qu'ils le voyaient parmi les astres. Il nous faut, vous dis-je, des hommes neufs, c'est-à-dire ignorants, brutes, sauvages et tenant plus de la bête, que de l'homme, s'il est possible; cela est indispensable à cause des principes qu'il convient de leur proposer. Pensez-vous qu'il soit si aisé de me croire, quand j'imagine leur dire que tous les hommes sont égaux, le fort et le faible, le fou et le sage, le tortu et le droit; qu'un brave guerrier ne peut se distinguer

d'un lâche; qu'un cultivateur laborieux doit partager son bien avec le fainéant et le veule, que le fils d'un magistrat illustre, d'un fameux général, n'est ni plus ni moins respectable que le fils d'un simoniaque ou d'un traître; quand je leur apprendrai qu'ils ne sauraient reconnaître un maître et qu'en même temps je leur offrirai l'être le chef du gouvernement? Je vous dois, après moi, les premières places de l'Etat; comment croire à notre désintéressement, s'ils ne sont les plus simples des hommes? Mais de plus, comme en dût de ces règles qui donnent le pouvoir à tous, le pouvoir est toujours unique et qu'il faut que quelqu'un l'exerce, et que ce quelqu'un sera moi, quand je leur dirai qu'ils gouvernent eux-mêmes, faut-il encore de bons bulails pour le croire? Vous voyez donc bien qu'il nous faut des peuples neufs.

—C'est clair, dit Paillenciel, les peuples vieillissent ne donnent plus la-Jedans. Il est vrai qu'on ne parle aujourd'hui que de jeune France, de jeune Italie, de jeune Allemagne, etc.

—Symptômes de décrépitude! dit Guillotin; qui est-ce qui peut vouloir se rejuvenir, sinon les vieux? Je crois voir un octogénaire poussif, replêtré de fard et de cheveux blancs, qui se fait appeler le jeune Oscar. Vous figurez-vous le bas-empire travesti en jeune Rome? Quand on est vieux, on radote, on ne rejuvenit pas. Aussi, voyez les belles vieilleries que nous rhabêche la jeune France et consorts. Barbarisme en tous sens. Il nous faut donc un peuple neuf.

—Je ne connais que ça, dit Paillenciel tout résolu. —Mais il nous faut aussi des fonds, et nous comptons sur toi, reprit Guillotin qui le tutoyait en ses bons moments c'est-à-dire quand il lui empruntait de l'argent.

—Je réfléchirai, dit l'étudiant; j'ai un père qui n'est pas plus républicain qu'il ne faut quand on lui veut tirer de l'argent. —Ils sont tous faits de même, poursuivit Guillotin; et, pour le dire en passant, c'est ce qui retarde le triomphe de la démocratie dans nos sociétés, de quelques semaines pour le moins. Mon ami, tu réfléchiras, s'il t'est possible.

EDOUARD OURLIAC. (La suite prochainement.)

AFFAIRES D'EUROPE.

ANGLETERRE.

CHAMBRE DES LORDS.—Séance du 17 avril. Lord Ellenborough demande la production d'un état faisant connaître le nombre d'armes prises en compte depuis le 14 mars jusqu'au 14 de ce mois. Le noble lord pense qu'il est nécessaire de se mettre sur la défensive, lorsque les ennemis de l'ordre se préparent à l'attaque, s'il faut en croire un article inséré dans l'United Irishman qui appelle le peuple aux armes. Le marquis de Lansdowne ne s'oppose pas à la production de l'état demandé. Que quant à l'état de défense, le lord lieutenant était le meilleur juge de son opportunité et que l'intention des ministres de S. M. était de résister à toutes les tentatives qui seraient faites contre le gouvernement du pays qui ne pouvait exister que par l'union.

Séance du 18 avril.—Lord Brougham explique les raisons qui l'ont décidé à faire au gouvernement français une demande de naturalisation. Le seul but du noble lord était la conservation de ses propriétés en France, sans cependant perdre ses droits de sujet britannique. Le bill de protection de la couronne et du gouvernement est présenté à la Chambre, adopté par les Communes, et lu une première fois. Le bill pour le renvoi des étrangers est lu une troisième fois et adopté.

Séance du 19.—Seconde lecture du Crown and Government Securities bill. Les lords Stanley et Brougham parlent en faveur du bill dont la seconde lecture est adoptée.

Séance du 20.—Les ministres de Lansdowne donne notice que, samedi, il proposera l'ajournement de la Chambre au jeudi, à mai prochain dans cette même séance la Chambre a entendu la troisième lecture de the Crown and Government Security Bill qui a été adopté.

CHAMBRE DES COMMUNES.—Séance du 17 avril.—Après la discussion de quelques questions d'intérêt local, lord J. Russell prend la parole pour annoncer à la Chambre que, le mercredi suivant et que samedi il proposerait l'ajournement au samedi suivant et que samedi il proposait un second ajournement au 1er mai. La discussion du bill pour une meilleure protection de la couronne et du gouvernement est ensuite reprise; la seconde lecture est adoptée, la troisième devant avoir lieu le lendemain.

Séance du 18 avril.—L'ordre du jour est la troisième lecture du Crown and Government Security Bill. M. Hume propose que cette troisième lecture soit remise à 6 mois. Cette proposition donne lieu à une discussion dans laquelle Sir R. Peel et Lord J. Russell sont entendus en faveur de la mesure. Le scrutin donne une majorité de 255 voix sur 350 votants.

Séance du 19.—Lord J. Russell propose l'ajournement de la Chambre à samedi et de samedi au 1er mai suivant. M. Disraeli appelle ensuite l'attention sur l'état des relations et de la Grande Bretagne avec le Danemark et il con-

clut ses observations en manifestant l'espoir que la justice et la puissance de l'Angleterre aidant, la paix du monde ne sera pas troublée. Lord Palmerston explique l'entrée des troupes prussiennes dans le duché de Schleswig; leur intention n'avait point été d'enlever ce duché à la couronne de Danemark, mais bien d'aider un parti qui croyait que ses lois et coutumes lui donnaient droit d'être assimilé au duché d'Holstein plutôt qu'au Danemark. Il espérait que ces différends, qui pourraient troubler la paix de l'Europe, seraient arrangés à l'amiable.

La Convention chartiste s'est réunie lundi. Elle a fait aussi triste mine que son chef dans les communes. Les principaux meneurs y brillaient par leur absence. Décidément, la déroute est complète.

Dans cette séance, on ne s'est occupé que de débattre contre la presse de Londres, laquelle malmeine beaucoup les chartistes. C'est le Morning Chronicle et le Times qui paraissent avoir le privilège d'exciter la colère de ce parti. D. resto, sa fureur contre ces journaux ne lui a pas fait oublier, c'est une justice à lui rendre, les droits de la presse. L'unique proscription qui ait été fulminée consiste à conseiller à tous les chartistes de ne plus fréquenter les tavernes où le Chronicle et le Times sont reçus.

Il n'y a rien à dire à cela. Nul n'est forcé de lire ce qui lui déplaît, mais le droit d'écrire ce qui déplaît au voisin existe pour chacun, dans un pays qui comprend la liberté.

Il vient, à ce qu'il paraît, de se former dans la chambre des communes, un groupe d'opposition qui veut forcer le ministère whig à accéder, dans le cours de la législature actuelle d'importantes concessions politiques. M. Cobden est à la tête de ce parti, et se propose d'être l'organisateur de la résistance à l'égard de ce parti. On ne peut se dissimuler, en effet, que la société anglaise incline plus aujourd'hui vers le conservatisme que vers la réforme. Mais les chefs du nouveau parti possèdent à un haut degré la vertu qui leur sera le plus nécessaire,—la persévérance.

Les membres libéraux de la chambre des communes se sont réunis encore une fois. M. Hume a consenti à mettre à l'ordre du jour de la chambre des communes qu'immédiatement après Pâques il appellerait l'attention de la chambre sur l'état actuel de la représentation du peuple.

D'après les états officiels, il y a en Angleterre, 1 électeur sur 54 mâles de 20 ans et au-dessus, tandis qu'en Irlande, il n'y en a qu'un sur 20.

Des nouvelles de Berne, disent que la diète s'est ouverte le 13 avril et devrait délibérer sur les sujets suivants: 1. Confédération entre les 23 cantons de la Suisse. 2. Souveraineté de chaque canton dans les limites de la constitution. 3. Aucun traité politique privé ne pourra être fait entre les cantons; 4. La confédération seule aura le droit de déclarer la guerre, conclure la paix avec les puissances étrangères; 5. Capitulations militaires défendues; 6. Liberté des cultes; 7. Assemblée Nationale composée des députés de la Suisse élus dans la proportion d'un député par 20,000 âmes; 8. Etablissement d'un tribunal judiciaire pour la décision des affaires fédérales.

FRANCE.—Les journaux de Bologne annoncent que Signor Carlo Rasconi a demandé au pape de se mettre à la tête d'une grande confédération italienne, et d'assembler à Rome une diète générale de l'Italie.

Egypte.—Un mouvement libéral aurait eu lieu à Alexandrie; le Pacha aurait été forcé à faire de belles promesses qu'il a tenues en faisant pendre les chefs de ce mouvement.

Autriche.—L'empereur a remercié son armée d'Italie pour le zèle et la fidélité qu'elle a déployés. Il y avait eu quelques désordres insignifiants à Vienne.

Les bases de la Nouvelle Constitution autrichienne viennent d'être publiées. En voici les principales:—1. Toute les provinces, à l'exception de la Hongrie, de la Croatie, Slavonie, Siebenbergen et les provinces italiennes, formeront une seule province. 2. Les divisions de l'empire sont conservées; 3. La personne de l'empereur est sacrée et inviolable; 4. A l'empereur appartient le commandement des troupes le droit de faire la guerre ou la paix; 5. Les traités avec les puissances étrangères doivent être revêtus de la sanction du parlement; 6. Juges nommés à vie; 7. Parlement annuel; 8. Liberté des cultes, de la presse, des réunions publiques, égalité de tous devant la loi et procès par jury; 9. Responsabilité des ministres réglés par la diète; 10. Législature composée de trois branches, l'exécutif, la chambre haute et la chambre basse; 11. Formation d'une garde nationale.

BAVIÈRE.—L'ex-roi Louis est parti pour la Suisse. On ne connaît pas le lieu de sa résidence. Mais on peut facilement le découvrir par le problème suivant:—La résidence de Lola Montès étant donnée, trouver celle du roi Louis.

Les journaux du sud de l'Allemagne sont unanimes dans leurs craintes à l'égard du grand duché de Bade ou le radicalisme le plus violent paraît avoir pris racine. On affirme que